

Réponse du gouvernement au rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

- fermes exhortations appelant l'Autorité palestinienne à démanteler l'infrastructure terroriste.

RECOMMANDATION 18

Lors de l'examen prochain des politiques internationales du Canada annoncées par le gouvernement en février 2004, il importerait de revoir le rôle et les capacités du Canada à long terme sur les plans de la diplomatie, de la défense et de l'aide au développement dans le contexte de la promotion du processus de paix au Moyen-Orient.

La question générale du rôle et des capacités à long terme du Canada sur la scène internationale fait l'objet de l'Examen de la politique étrangère, et la question précise du processus de paix au Moyen-Orient a été abordée à l'occasion du travail de consultation et d'élaboration. Même si l'Énoncé de politique internationale à venir ne fait pas expressément allusion à cette question, le projet actuel réaffirme l'approche canadienne visant à faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient en soulignant l'importance que le Canada accorde traditionnellement, dans le cadre de sa politique étrangère, à la diversité, à la tolérance, à la paix, à la sécurité et à la stabilité régionales, aux droits de l'homme ainsi qu'à la bonne gouvernance.

RECOMMANDATION 19

Le gouvernement du Canada devrait encourager fortement le gouvernement de la Jordanie à continuer sur la voie de la libéralisation socio-économique, de la démocratisation, de la bonne gouvernance et du respect des droits de la personne. Le Canada devrait également continuer à coopérer avec la Jordanie sur des objectifs de paix régionale et de démocratisation, y compris en cultivant des vecteurs du dialogue interconfessionnel et politique tant au niveau officiel qu'au niveau de la société civile.

Les programmes menés par le gouvernement en Jordanie et ailleurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont axés sur la réduction de la pauvreté et de l'inégalité des revenus, le soutien de la bonne gouvernance et le renforcement des institutions démocratiques, ainsi que le renforcement de la sécurité humaine. Les programmes de l'ACDI cadrent bien avec les priorités jordaniennes.

L'appui accordé par le gouvernement à la stratégie jordanienne pour la « réforme de l'éducation dans le contexte de l'économie du savoir » a permis d'obtenir le soutien de la Banque mondiale, de la Banque européenne d'investissement, de la Banque islamique de développement, des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et du Japon. Le gouvernement a investi plus de 20 millions de dollars dans le cyberapprentissage dans les écoles, le matériel de cyberapprentissage et la formation au ministère de l'Éducation, ainsi que dans un réseau à large